

La Grande Muraille Nucléaire du III^e Millénaire

Les Remparts de la Liberté

site : www.librairieharmattan.com
e.mail : harmattan1@wanadoo.fr

© L'Harmattan, 2005
ISBN : 2-7475-9298-7
EAN : 9782747592987

Bernard Lavarini

La Grande Muraille Nucléaire du III^e Millénaire

Les Remparts de la Liberté

L'Harmattan

L'Harmattan

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

Espace L'Harmattan Kinshasa
Fac. des Sc. Sociales, Pol. et
Adm. ; BP243, KIN XI
Université de Kinshasa – RDC

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

L'Harmattan Burkina Faso
1200 logements villa 96
12B2260
Ouagadougou 12

Du même auteur : *Vaincre sans tuer*, Stock, 1997

À tous les acteurs, physiciens, ingénieurs, techniciens, dessinateurs, verriers, polisseurs, mécaniciens, qui ont permis d'expérimenter la première arme laser française, le LEDA 6, à la fin des années 70.

« L'important est de ne jamais cesser de s'interroger ! »

Albert Einstein

Préface

Cet ouvrage de Bernard Lavarini, père de la première arme laser française et ancien directeur de la prospective au sein d'un grand groupe industriel français, est un appel passionné et argumenté à la construction d'une défense européenne antimissile.

Pour lui, c'est clair : les menaces pesant sur l'Europe commandent ce choix. Et si elles n'y suffisaient pas, la détermination inébranlable des États-Unis à réaliser leur propre bouclier, sans pour autant renoncer à leur dissuasion nucléaire, devrait y conduire l'Europe, sauf à achever de perdre ce qui peut lui rester d'autonomie stratégique et politique.

Le moins que l'on puisse dire est qu'en ce moment l'Europe, si l'on peut en parler au singulier, n'a pas la tête à cela. Sous le coup de l'arrêt imposé du processus « constitutionnel » après les insurrections électorales du printemps 2005 et de l'affirmation de l'urgence sociale, taradé par les effets de la mondialisation économique sur les pays les plus nantis, elle paraît sonnée, moins prête que jamais à relever quelque défi stratégique que ce soit. Il n'empêche. Il *faut* lire le livre de Bernard Lavarini. On peut en discuter les prémices, et les conclusions, c'est mon cas. Mais il a l'immense intérêt de nous replonger dans le débat stratégique, dangereusement occulté. Tout au long de la Guerre froide, aiguillonnée par la crainte, celui-ci a été très vif parmi les

experts, mais aussi dans l'opinion, et de grands intellectuels y participaient. Raymond Aron discutait ainsi les choix stratégiques de De Gaulle. Après la fin de l'URSS et du monde bipolaire, l'Europe, qui aspirait ardemment à vivre dans une « communauté internationale », un monde post-tragique régi par le droit et la charte des Nations unies, a voulu avant tout toucher les « dividendes de la paix ». Elle a connu à cet égard une évolution divergente de celle des Etats-Unis. Car cette hyper puissance prenait dans le même temps conscience de sa singularité, aspirait au maximum de sécurité possible et rêvait d'invulnérabilité, plus encore après le traumatisme du 11 Septembre, ce que Georges W. Bush symbolise parfaitement. Cependant, les événements brutaux des années 2000-2005 devraient avoir fait éclater la bulle dans laquelle les Européens s'étaient confortablement installés.

L'analyse par Bernard Lavarini de l'obsession stratégique des Américains – être protégés du reste du monde – est impeccable et explique leur désir de bouclier. Je ne contesterai certainement pas son impressionnante démonstration sur les résultats et les promesses des formidables recherches en cours aux États-Unis. Néanmoins sa plaidoirie me suggère trois remarques :

- En premier lieu sa présentation des menaces stratégiques à venir se ramène à une affirmation, très semblable aux démonstrations américaines, du caractère inéluctable de la prolifération des missiles balistiques et des armes de destruction massive au profit de pays ou d'organisations menaçants. Certes, le risque existe et doit être pris au sérieux. Mais je ne pense pas que cela soit suffisant pour bouleverser les décideurs et une opinion européenne déjà au courant et les faire réagir, surtout après que Bush et Blair aient discrédité pour un long moment l'invocation de la menace des ADM.

- En sens inverse, l'approche américaine actuelle est très différente de l'Initiative de Défense Stratégique de Reagan de 1983. Bernard Lavarini fait allusion dans son ouvrage aux controverses de l'époque entre les conseillers de François

Mitterrand, quand Ronald Reagan prétendait que son bouclier serait rapidement réalisable et allait rendre obsolète la dissuasion nucléaire, de toute façon « immorale ». En ce qui me concerne, je ne trouvais pas immorale une stratégie qui garantissait la paix depuis si longtemps, et j'avais d'autant plus conseillé à François Mitterrand de résister aux offres américaines que je ne croyais pas que le bouclier serait réalisable avant très longtemps, si il l'était un jour. Je ne pensais donc pas qu'il rendrait obsolète la dissuasion nucléaire ni alors, ni plus tard, ne serait ce que parce que les États-Unis n'abandonneraient pas cette dernière. De fait, vingt deux ans après cet épisode, Bernard Lavarini nous annonce le bouclier pour dans ... vingt cinq ans. Il n'y avait donc aucune raison de bouleverser dans les années quatre vingt notre stratégie. Mais aujourd'hui, il y a une différence majeure : l'administration Bush ne prétend pas *remplacer* la dissuasion nucléaire, mais *combiner* bouclier antimissile et dissuasion nucléaire. Sur un plan conceptuel et de cohérence stratégique rien ne s'oppose donc plus, selon moi, à ce que les Européens réfléchissent soit à leur participation à un système global antimissile anti-accident ou anti-chantage, soit à la mise en place d'éléments qui leur soient propres dans le cadre d'une coopération entre quelques États européens. Si c'est faisable et, si c'est finançable bien sûr.

- En fait, menaces ou pas, l'argument essentiel de Bernard Lavarini, est que le bouclier américain va dévaluer l'Europe. Et c'est contre cela qu'il se dresse. Cela nous ramène donc non pas à ce que veut « l'Europe », mais les Européens. Oui, que veulent-ils ? Ou plutôt que voudront-ils quand ils ressortiront de la pause de réflexion institutionnelle qui s'impose aujourd'hui et va entraîner, non pas un recul, mais une remise à plat de tout le projet, et qui peut durer longtemps ? Se convaincront-ils qu'ils ne pourront préserver leur mode de vie, ce à quoi, au-delà de leurs différences, ils sont viscéralement attachés, sans devenir une puissance, sans doute pacifique et tranquille, mais quand même un puissance ? Se montreront-ils prêts à accepter de tels systèmes défensifs parmi les nouveaux projets européens ?

Comment savoir ? À priori, c'est presque impensable si le désarroi social, identitaire et civique reste aussi profond qu'en ce moment. Mais ce n'est pas impossible si les sociétés européennes reprennent confiance en elles, et si un tel projet apparaît comme une manifestation d'un renouveau scientifique de l'Europe, avec de multiples retombées. Bien sûr, cela dépendra aussi d'une comparaison des diverses priorités en compétition, de leur coût, et finalement d'un arbitrage politique.

Les Européens ne peuvent ne pas se poser ces questions sur les menaces actuelles et à venir, et la façon pour eux d'y répondre. Et c'est en quoi l'ouvrage de Bernard Lavarini est si utile et stimulant.

29 juin 2005

Hubert Védrine

ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002

Introduction

Depuis 1990, l'absence de menace idéologique ou de stratégie dominante donnait aux nations la liberté de conduire des politiques étrangères de plus en plus fondées sur leur intérêt national. Mais, le 11 septembre 2001, des nihilistes islamistes ont montré l'ampleur de leur haine, et les États-Unis sont entrés en guerre.

À la suite de cette agression sanglante, certains parlent de nouveau désordre mondial. Les nostalgiques regrettent la fin du monde ancien. Les plus inquiets, peut-être les plus lucides, voient dans ces événements l'écume d'une déferlante soulevée par les égoïsmes et l'injustice. Parce qu'ils pressentent la destruction de l'humanité et de son univers, ces derniers tentent même, pour la pallier, d'imposer l'idée d'une Terre patrie commune à tous les hommes.

Après les Cités États et les États Nations, nous aurions pu penser que, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, un monde nouveau était en train de naître. Un monde multipolaire certes régi par les rapports de force, mais à la recherche d'un équilibre. Dans cet univers politico-stratégique en bouillonnement, on voyait même les voiles de la sécurité collective gonfler de nouveau aux vents de l'espérance. Mais depuis le printemps 2003, depuis l'affaire irakienne, une lame de fond a tout emporté sur son passage, faisant apparaître un monde sans règles. Certes un monde fait d'espoirs, mais aussi d'illusions et de surprises tragiques qui pourraient habiller le destin de l'humanité du manteau d'Armageddon. À l'heure de la globalisation et

des déséquilibres économiques, écologiques et culturels qui s'accroissent ; à l'heure des déséquilibres militaires, du terrorisme transnational et de la prolifération des armes de destruction massive qui peuvent nous précipiter dans une guerre nucléaire et faire des dizaines de millions de morts ; à l'heure de la construction de l'« Europe-Unie » et des transferts de souveraineté, qu'advient-il de la sécurité politique et stratégique de la France, de l'Europe ?

Aujourd'hui, toutes les politiques étrangères se déterminent au regard des agissements du colosse américain. Or, les États-Unis considèrent que dans ce monde chaotique, imprévisible, seule la manifestation de la force, « berceau des Cités, rempart des trônes, bélier des révolutions, fossoyeurs de décadences », comme l'écrivait de Gaulle, la force donc rend crédible la diplomatie, peut leur procurer la sécurité politique. Parce qu'ils ne font pas confiance aux règles et lois internationales, les Américains redoutent une trahison, un « Munich nucléaire ».

L'Union Européenne, elle, semble emprunter une autre voie pour protéger ses intérêts, la stratégie du faible, celle des accommodements, des négociations et de la coopération entre Nations. Faut-il penser, comme Robert Kagan, l'une des éminences grises de George W. Bush, que l'Europe se dirigerait, au-delà de la puissance, vers une sorte d'idéal kantien pour régler ses relations avec l'Autre ? Ou faut-il plutôt penser, comme Alain Finkielkraut, que l'Europe en lutte avec ses démons, ceux qui l'avaient conduite aux grandes catastrophes du siècle dernier, occulte la réalité de l'ennemi ? Ennemi qu'on ne choisit pas, que l'on combat ou que l'on subit. L'Europe est, en réalité, malade de la faiblesse de ses institutions, privée d'une capacité d'action de puissance parce qu'elle n'a pas encore de structure politique unifiée.

On ne sait que trop qu'un fossé d'incompréhensions se creuse entre les perceptions américaines et européennes du monde. Francis Fukuyama, l'auteur de *La fin de l'Histoire*, se pose la question de savoir si l'idée même d'Occident a encore un sens. Les Américains considèrent qu'il n'y a pas de légitimité démocratique au-dessus de l'État nation, alors que les Européens pensent que cette légitimité relève de la volonté d'une communauté internationale (Nations unies). Ces divergences radicales et fondamentales conduisaient, en 2004, 450

millions d'Européens, pourtant riches d'un PIB de près de 9 000 milliards de dollars, à ne consacrer à leur défense qu'un budget de 169 milliards de dollars (à 25 membres), de plus en plus réduit, alors que 290 millions d'Américains riches d'environ 10 000 milliards de dollars, accordent à leur défense un budget colossal de plus de 450 milliards de dollars, et qui augmente, depuis 2000, de 160 milliards sur 10 ans. La simple progression annuelle des dépenses de la défense américaine, depuis le 11 septembre 2001, est comparable au total des budgets allemands et français de défense. Faut-il voir dans cette poussée de fièvre militariste, une simple volonté de protéger le titre creux d'« hyper puissance » ? Certes, l'Amérique est une grande puissance, la première, mais elle vit très au-dessus de ses moyens. Sa dépendance stratégique est considérable, parce que son mode de vie l'amène à consommer plus qu'elle ne produit, ce qui engendre un déficit commercial, chronique depuis 1971, croissant au point de devenir colossal, unique dans l'Histoire, pour atteindre plus de 600 milliards de dollars en 2004, soit *grosso modo* deux fois le budget de la France.

Cela dit, entre les États-Unis et l'Union Européenne, le fossé d'incompréhensions, déjà bien ouvert sous Bill Clinton, se creuse encore plus sous George W. Bush avec l'Irak. En 2003, les Européens reprochaient à la politique américaine le refus d'adhérer au protocole de Kyoto, le refus de ratifier le pacte de Rio sur la biodiversité, l'annulation du traité ABM qui interdisait la réalisation d'un système de défense antimissile balistique, le refus de ratifier le traité sur l'interdiction des essais nucléaires, son opposition à l'interdiction des mines antipersonnel, son refus des nouvelles clauses relatives à la guerre biologique, et son hostilité à la création de la Cour pénale internationale, voire l'affaire irakienne.

Affaire emblématique du problème posé par la prolifération de la menace que font peser les armes de destruction massive sur l'humanité. Elle est désastreuse à la fois pour les Nations unies, pour le Moyen-Orient et pour l'Europe. Alors que, tel un autobus bourré de nitroglycérine, lancé à toute allure sur des chemins de traverse, le monde arabo-musulman tente de rejoindre la modernité, voilà que l'administration américaine décide d'en finir unilatéralement avec le régime de Saddam Hussein. Elle jette les États-Unis dans une guerre préventive, sans tenir compte de l'ONU, et balaye le concept de

sécurité collective. Pour l'Europe, la menace incarnée par Saddam Hussein était plus tolérable que le risque de renverser militairement son régime. Mais déjà, avec cette affaire irakienne, le vaisseau de l'Union, qui naviguait sur la haute mer de la géopolitique sous des cieux tempétueux, déchira, au début 2003, la grande voile de l'unité européenne. Certains membres, comme la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie, succombant très rapidement, trop rapidement aux sirènes atlantistes, alors que d'autres, comme la France et l'Allemagne, plus rétifs à s'enflammer pour une croisade contre le mal, subirent l'opprobre américain.

Face au fondamentalisme islamiste, nous voyons émerger, aux États-Unis, un fondamentalisme judéo-chrétien. Ce qui donne crédit à la théorie du « choc des civilisations » énoncée par Samuel P. Huntington. En tout cas, le spectre d'un affrontement plane au-dessus de l'Islam et de l'Occident. Combien de temps encore l'Europe pourra-t-elle profiter de l'aile protectrice de l'Amérique et dénigrer sa politique, voire tenter de s'y opposer ? Se baigner en sécurité dans les jardins de l'Eden, à l'abri du rempart américain, sans subir les contrecoups de la politique de son protecteur ? Car l'Europe, dans l'état actuel des choses, sera toujours considérée, quoi qu'elle dise, comme complice des actions hégémoniques américaines. Le carnage du 11 mars 2004, à Madrid, sonnait déjà comme un avertissement. Les 800 victimes de Londres, du 7 juillet 2005, le confirment.

C'est alors qu'au printemps 2005, au cours de la refonte du vaisseau de l'Union pour le doter d'une plus grande voile et d'une nouvelle passerelle de Commandement, une mutinerie s'est déclarée parmi certains équipages. À la fin mai 2005, les peuples de France et des Pays-Bas, deux pays fondateurs de l'Europe, sont montés à l'assaut des urnes, la peur au ventre, abreuvés d'amertumes. Cette insurrection électorale, comme l'a qualifiée Hubert Védrine, contre le premier traité constitutionnel européen révèle une situation de crise, qui, renforcée par l'échec du Conseil européen des 16 et 17 juin 2005, à propos du budget, a pris une ampleur sans précédent dans l'histoire de la construction européenne. La profondeur et l'étendue de la crise atteignent un point tel qu'elle oblige les 25 membres de l'Union à se poser les questions fondatrices au plan politique, économique, sociale

et morale, pour éviter à l'Europe un naufrage tranquille. Or, à ce moment de leur histoire, les Européens sont confrontés à une question vitale pour eux et que leurs dirigeants feignent d'ignorer. Les États-Unis commencent à élever leur Grande Muraille du III^e millénaire conçue avec un bouclier antimissile et un glaive nucléaire reconfiguré. Et, avec le contrôle de l'information, ils sont en train de se doter des instruments stratégiques qui leur permettront de relever les grands défis vitaux du XXI^e siècle. Cette grande muraille aura-t-elle toutes les chances d'être efficace ? Si oui, ce que ce livre s'efforce de démontrer, faut-il que l'Union Européenne en profite ? Mais à quel prix ? Ou bien doit-elle réaliser elle-même son propre bouclier ? Peut-elle rester à découvert alors que les États-Unis seront seuls à l'abri ? Que l'Europe l'accepte ou le déplore, la grande muraille américaine va influencer considérablement sa propre politique de sécurité. Lassée de subir l'hégémonie américaine, l'Europe saura-t-elle hisser les voiles de l'indépendance ou n'être qu'un homoncule sans avenir politico-stratégique, c'est-à-dire n'être finalement qu'un protectorat américain ? Saura-t-elle innover son jeu dans la nouvelle partie ouverte sur l'échiquier planétaire du XXI^e siècle ? Elle qui inventa les concepts d'État nation, de souveraineté et d'équilibre des forces, elle serait pourtant bien placée pour inventer un nouveau concept qui allierait l'assurance de sécurité donnée aux nations « parties » et l'obligation, pour ces nations « parties », d'adopter certaines valeurs que l'Europe juge universelles. C'est-à-dire la démocratie, la laïcité, etc. et, en s'assurant que le système multipolaire soit fondé sur le droit, afin de contribuer à une prise de conscience d'un destin commun.

La position américaine est contestable sur bien des points, mais l'est-elle vraiment sur le bouclier ? Après avoir inventé le glaive nucléaire qui mit en faillite la politique et, par là même, la guerre qui fut toujours l'un de ses moyens, voilà que les Américains, avec le bouclier, cherchent à l'enfermer au musée des inventions délirantes. Après s'être habitué à l'intrusion du « génocide » dans les concepts stratégiques, voilà qu'il faudrait remettre tout en question avec ce bouclier. Non disent les conservateurs. Poussons du pied ce perturbateur de l'univers politico-stratégique. Poussons-le vite dans l'abîme de l'infaisable et des malversations de l'esprit. Si l'arme de destruction massive dénature le concept de guerre, les Américains sont

cependant de moins en moins enclins à justifier que le « génocide » puisse être un moyen raisonné d'une politique raisonnable. Mais maintenant que la boîte de Pandore est ouverte, difficile de faire rentrer le mauvais génie. Aussi, il n'est pas surprenant que les inventeurs du glaive nucléaire cherchent l'antidote pour s'efforcer de limiter ses effets. Surtout si les nouveaux manipulateurs ne savent pas lire le mode d'emploi.

Dire que l'Amérique a découvert qu'elle était vulnérable, depuis le 11 septembre 2001, c'est avoir une vue raccourcie de l'histoire. Elle a compris, depuis longtemps, que la géographie n'est plus garante de sa sécurité, surtout depuis que les Soviétiques ont démontré avec Spoutnik, le 4 octobre 1957, qu'ils maîtrisent la technologie du missile balistique. L'Amérique sait également que ce n'est pas tant par sa géographie qu'elle tire un sentiment d'invulnérabilité, mais plutôt parce qu'elle pense que, grâce à ses vertus morales et politiques et à ses actes, elle peut triompher du danger. Aussi, c'est sur ces mêmes valeurs qu'elle fonde aujourd'hui son nouveau concept stratégique. Plus précisément, l'Amérique a compris que la manière de faire la guerre s'est toujours identifiée à la façon de produire les richesses, et qu'à l'ère de la communication, c'est bien « l'Armée du silicium combattant » qui sera le nouvel instrument de puissance du XXI^e siècle. Et parmi ses composantes stratégiques, le glaive nucléaire reconfiguré et le bouclier permettront aux Américains d'augmenter la hauteur dissuasive des remparts de la liberté.

Ce livre tente, dans sa première partie, de justifier les raisons - le pourquoi - qui motivent, aux yeux des Américains, la construction d'une Grande Muraille. Qu'est-ce qui pousse les Démocrates et les Républicains à voter, en 1999, à une très forte majorité, sous Bill Clinton, la promulgation du National Missile Defense Act ? Tout d'abord, nous découvrirons l'échiquier planétaire du XXI^e siècle d'où pourraient surgir les nouvelles menaces stratégiques. Puis, nous essaierons de découvrir les fondements de la pensée stratégique américaine, depuis l'apparition du glaive nucléaire. Nous nous interrogerons sur les évolutions en cours de leur posture stratégique, qui justifient une politique de sécurité fondée sur ce principe simple : protéger les vivants plutôt que d'avoir à venger les morts. Ce qui,

d'une certaine manière, éclaire d'une même lumière le concept de guerre préventive et le bouclier antimissile. Nous tenterons, en particulier, de décrypter les raisons qui poussent les Américains à se doter d'une défense globale pour prendre en compte, au-delà de leur territoire national, les nouveaux enjeux stratégiques déterritorialisés et les nouvelles vulnérabilités attenantes. Pourquoi les Américains s'acharnent-ils tant à poursuivre depuis plus de 40 ans leurs recherches sur le bouclier ? Alors qu'en France, certains experts se figurent qu'il suffit de changer de doctrine nucléaire pour contrer le « fou », vers quelle extraordinaire percée stratégique s'acheminent les États-Unis en mobilisant autant d'intelligence et de volontés ?

Dans la seconde partie du livre, pour nous élever dans la compréhension de la stratégie américaine, nous descendrons dans les entrailles du bouclier. Nous verrons, en particulier, de quelle manière et avec quels moyens le bouclier sera constitué - le comment - et quelle crédibilité il faudra lui accorder. Alors, bien des illusions pourraient s'effondrer.

Avis aux critiques impénitents, aux catéchumènes entassés dans le narthex de la grande basilique des stratèges et aux prédicants qui enseignent la puissance du fait nucléaire : le bouclier, ce rêve né du cauchemar nucléaire, sort du royaume des chimères. Nous en tirerons, dans la troisième partie, toutes les conséquences politico-stratégiques pour la France, l'Europe et le Monde.

1^{ère} PARTIE

POURQUOI : LA GRANDE MURAILLE AMERICAINE

CHAPITRE 1

Le grand échiquier du XXI^e siècle

Aujourd'hui, nos Princes s'inquiètent, privés de Grand Maître affranchi pour éclairer l'échiquier planétaire du XXI^e siècle. L'espèce humaine n'en finit pas de s'accroître. Ils étaient quelques hominidés au début, il y a près de cinq millions d'années. Nous étions deux milliards en 1941, six milliards aujourd'hui, nous serons plus de huit milliards en 2025. La vie explose et, dans le même temps, elle tisse sa propre fin. Depuis que le capital génétique de la grosse tête s'est stabilisé au paléolithique, la folie guerrière se prend dans les fils de l'ambition et de la cupidité. On y voit le trou endeillé au centre de la toile. La dévoreuse d'hommes aux dents d'acier y règne toujours en maître.

. À l'heure où émerge un système-Monde multipolaire, à l'heure de la globalisation, des déséquilibres économiques, écologiques et culturels qui s'accroissent, les deux tiers de l'humanité vivront dans les villes d'ici à vingt-cinq ans. L'équivalent de la population mondiale d'aujourd'hui vivra dans les pays en voie de développement d'où continueront de monter vers le Nord des vagues migratoires toujours plus puissantes. Alors que le monde retentit de clameurs toujours plus fortes : « le tort qu'on m'a fait, l'injustice qui m'est faite, la place qui me revient ! » et où demain, dans ce charivari mondial, des États peuplés de plusieurs centaines de millions d'hommes (Iran, Éthiopie, Pakistan, Nigeria, Indonésie, Brésil, États-Unis), dont la Chine et

l'Inde dépasseront 1,5 milliard d'habitants, voudront parler haut et fort.

À l'heure des déséquilibres militaires, du terrorisme transnational et des maîtres chanteurs de toutes sortes, de la prolifération des armes de destruction massive et des missiles balistiques qui les projettent à des milliers de kilomètres, les temps et les distances se contractent et les menaces se rapprochent d'autant. Lancée de 12 000 kilomètres, la mort peut frapper le pays en moins de 40 minutes. À quoi bon alors, les murs des Alpes et des Pyrénées, les fossés de Saône et de Garonne. Au XXI^e siècle, c'est de l'espace que viendra la menace stratégique, celle qui pourrait anéantir le pays.

Bref, sur l'échiquier mondial, une nouvelle partie s'est ouverte, plus complexe, plus imprévisible et plus dangereuse qu'au cours des siècles passés. Aussi, les jeux classiques pour y maintenir un état de paix n'y ont plus cours.

Nous pourrions penser que la coexistence pacifique de civilisations singulières exigerait que l'on maintienne sur la terre, un équilibre dynamique constant entre les besoins et les exigences de l'humanité, tout en conservant un accès suffisant aux ressources de base. Mais dans un système-Monde où la population explose d'une manière asymétrique au plan géographique et culturel, cette harmonie sera impossible à atteindre si les capacités de production et de consommation restent aussi déséquilibrées qu'aujourd'hui.

Les pays du Nord usent et abusent des ressources de la planète. Les États-Unis, avec seulement 5% de la population mondiale, consomment près de 25% des ressources énergétiques, soit deux fois plus de kilos équivalents pétrole par habitant qu'un Français et près de dix fois plus qu'un Chinois. Les Américains considèrent qu'ils font assez pour réduire l'effet de serre en développant un procédé de transformation du charbon qui permettrait la séquestration du gaz carbonique dans leur sous-sol. Lorsque le pétrole sera épuisé, ils préfèrent compter sur les nouvelles technologies pour continuer à dévorer l'énergie, plutôt qu'en se privant de consommer. Ils produisent aussi près du tiers des biens et services de la planète alors que le monde arabo-musulman ne produit que 5% des richesses avec 20% de la population mondiale. Dès lors, les États-Unis sont aussi les

premiers producteurs d'une pollution qui ne connaît plus de frontières et qu'ils imposent aux autres.

Lorsque la Chine, déjà troisième marché automobile du monde, et l'Inde auront adopté le mode de vie et de consommation des pays du Nord, la situation sera intenable. Un système-Monde fini, aux ressources alimentaires et énergétiques finies, à la biosphère finie, ne pourra supporter longtemps de telles contraintes. Au nom de quoi interdirait-on à la Chine et à l'Inde, le même niveau de vie et de consommation que le nôtre ?

Pour éviter la catastrophe sociétale et environnementale, faut-il aller aussi loin que le souhaitent les « patriotes » de la Terre ? Agir pour qu'une majorité de citoyens du monde adopte de nouvelles valeurs morales à l'échelle planétaire et que soient oubliés les mythes de « la nature inépuisable », et du « plus je consomme, mieux je vaux ». Bref, quitter l'âge du matérialisme, de l'individualisme, de la conquête et de la consommation, pour aller vers un développement plus humain des individus et des collectivités, avec un mode de vie plus simple et plus responsable. Pour entrer dans l'âge du « holisme »¹ qu'Ervin Laszlo et Edgar Morin appellent de leurs vœux.

Ce nouvel âge se caractériserait par une planète qui, au plan politique, serait globalement interdépendante mais demeurait localement diversifiée. À tous les échelons de ce système-Monde vaste et complexe, l'autonomie serait le but, et la coopération volontaire le moteur pour y parvenir. Les individus sauraient ce qui les unit dans leur diversité socioculturelle. Ils deviendraient les architectes de leur propre destin.

On mesure l'ampleur de l'utopie à réaliser. Les grandes mutations sociales subies par l'humanité, de l'âge des mythes au paléolithique à l'âge des dieux au temps de Babylone et de l'Égypte, puis à l'âge de la raison avec les premières Cités États de la Grèce, mutations provoquées par l'évolution des technologies, se sont toujours passées

¹ Rapport du Club de Budapest - Le Dalaï-Lama, Vaclav Havel, Mikhaïl Gorbatchev, Desmond Tutu, Elie Wiessel, Motislav Rostropovich, Edgar Morin comptent parmi ses membres. Cf *Virage Global*, Ervin Laszlo, Les Éditions de l'homme, 2002

dans le temps long, plusieurs siècles voire des millénaires, et au prix de bien des tragédies. Elles ne concernaient, il y a 10 000 ans, que les quelques dizaines de millions d'habitants de la planète, 700 millions au XVIII^e siècle. Imaginer aujourd'hui qu'en moins de 25 ans, 80% de l'humanité, soit plus de six milliards d'habitants, dont plus de la moitié ne connaissent pas la démocratie, acceptent un tel bouleversement moral et politique paraît extrêmement audacieux.

Certes, vers 2030, l'alphabétisation de la planète sera probablement achevée et peut-être, vers 2050, sa démographie stabilisée. Ce qui peut favoriser effectivement une plus grande compréhension de l'Autre. Mais, comme le fait remarquer Emmanuel Todd ², l'Histoire a montré que l'accession à la modernité mentale s'accompagne souvent d'une explosion de violence idéologique.

Les États-Unis ne veulent pas remettre en cause leur mode de vie. Car ce serait, disent les Américains, une atteinte à la liberté d'entreprendre, l'une des valeurs fondamentales de leur démocratie. C'est ainsi qu'ils ont construit leur « hyper puissance », titre usurpé d'un point de vue économique puisqu'ils sont, au fond, extrêmement dépendant du reste du monde. Les États-Unis vivent avec un déficit commercial colossal, unique dans l'Histoire. Selon le département du Commerce américain, ce déficit, 1,3 milliard de dollars, en 1971, n'a cessé de croître depuis la mort du système de Bretton Woods ³, pour atteindre 668 milliards de dollars en 2004. Il devrait avoisiner les 780 milliards en 2005 et titiller les 830 milliards de dollars en 2006. Perspective qui fait frémir les banques centrales. Déjà en 2001, les États-Unis importaient pour 1 145 milliards de marchandises (dont 80 milliards de dollars consacrés à régler 60% de leurs besoins en pétrole) alors qu'ils n'en exportaient que pour 718 milliards (se reporter au tableau en annexe pour lire l'évolution du déficit). Les Américains ont un appétit gargantuesque à consommer les biens sués par les autres,

² *Après l'Empire*, Gallimard, 2002

³ En août 1971, les États-Unis s'arrogèrent un « privilège exorbitant » pour financer la croissance de leur économie au frais du reste du monde. Le président Nixon décida d'une manière unilatérale de suspendre la convertibilité du dollar en or (35 dollars l'once) et signa la mort du système institué, en juillet 1944, à Bretton Woods.